La Déclaration finale de la 8ème édition du Forum de Fès sur l'Alliance des civilisations, la Diversité culturelle et le Partenariat Euro-méditerranéen

autour du thème

Les jeunes et les défis de la mondialisation

Fès, 09-12 décembre 2011

Le Centre Marocain Interdisciplinaire des Etudes Stratégiques et Internationales a organisé à Fès les 09-10-11-12 décembre 2011, sous le Haut Patronage de Sa Majesté le Roi Mohamed VI que Dieu le glorifie, et en collaboration avec la Commune urbaine de la ville de Fès et le Conseil national des droits de l'Homme, la 8ème édition du Forum de Fès sur l'Alliance des civilisations, la Diversité culturelle et le Partenariat Euro-méditerranéen, autour du thème " Les jeunes et les défis de la mondialisation ". A cette occasion, les participants au Forum expriment leurs vifs remerciements à Sa Majesté le Roi Mohamed VI que Dieu le glorifie ainsi qu'aux autorités locales de la Ville de Fès et aux organisateurs pour leur générosité et leur accueil chaleureux.

Cette 8ème édition du Forum de Fès a été marquée par la participation d'un grand nombre de spécialistes, d'académiciens, de diplomates, de politiques, et des personnalités éminentes du monde du savoir, venant de différents pays du continent africain, du monde arabe, d'Europe, d'Amérique, de la Chine et de la Corée du sud. Elle s'est caractérisée également par la présence massive de jeunes qui ont participé aux différentes discussions riches en opinions et en critiques, menées durant les quatre jours du Forum.

Par ailleurs, les participants ont abordé le contexte politique et le mouvement social, connus sous le nom du " Printemps arabe ", que vivent certains pays arabes à l'est et au nord du Maghreb arabe. Et compte tenu de la situation économique difficile que connaissent ces pays-là, et notamment les défis que rencontrent les jeunes sur le plan de l'emploi, de la non adéquation de l'éducation et de la formation au marché du travail, et aussi du point de vue de l'absence d'une ouverture réelle entre les peuples sur l'espace méditerranéen, sans oublier le fait que ces problèmes sont le dénominateur commun de la majorité des pays de la région

méditerranéenne, les participants déclarent alors ce qui suit :

1) Bâtir la démocratie est un processus qui se prolonge dans le temps, et qui demande le développement d'une culture de concurrence loyale et pacifique autour du pouvoir dans un Etat de droit et de la loi ainsi qu'une lutte contre l'autoritarisme et la politique du parti unique.

2) Les changements que connaît le monde arabe peuvent être une occasion pour un véritable changement démocratique si l'on réussit à s'y adapter convenablement et mettre en place les conditions nécessaires pour construire la démocratie avec tout ce que cela demande comme ouverture politique, liberté d'expression, pluralisme politique, séparation des pouvoirs, et participation du peuple dans la prise de décision à travers des élections libres et transparentes.

3) Les participants préviennent de la menace réelle que constituent les défis économiques que vit le monde arabe, une menace au changement démocratique, si ces problèmes ne sont pas résolus par des méthodes et des solutions adéquates dans un contexte d'accord commun et une mobilisation citoyenne basée sur une conviction autour de la culture démocratique, le partage équitable des richesses et l'alternance pacifique sur le pouvoir.

4) Les participants saluent l'expérience marocaine dans le changement démocratique et soulignent son exceptionnalisme du fait qu'elle s'est construite dans le cadre d'un processus ayant commencé depuis longtemps et qui se fonde sur la diversité du champ politique et l'organisation des élections. Ils considèrent par ailleurs que l'avènement de la nouvelle constitution marocaine de 2011 est une réponse qui va au-delà des doléances du peuple marocain notamment les jeunes, et que les dernières élections législatives ont constitué une étape pour l'enracinement des mécanismes démocratiques au Maroc grâce au pacte politique ayant caractérisé le champ politique marocain.

5) Les participants soulignent le rôle des jeunes dans la réalisation du changement démocratique et appellent à revoir les fondements de l'éducation et de la formation tels qu'ils sont actuellement pour une meilleure adaptation avec le marché de l'emploi, et ce afin de répondre particulièrement au problème du chômage. Ils

demandent également l'instauration de moyens de coopération entre les pays de la Méditerranée pour réfléchir ensemble à leur destin commun.

6) Les participants appellent à protéger et soutenir la liberté de communication à travers les nouvelles technologies de l'information et de la communication, en particulier le réseau Internet, à condition qu'elles soient utilisées au profit de la société, et pour un échange constructif du savoir et des connaissances dans tous les domaines.

7) Les participants soulignent le rôle de la société civile et plus particulièrement les organisations de jeunes pour construire le changement politique et le développement sociétal dans le cadre d'une alliance entre l'identité sociale et l'ouverture sur l'autre, ce qui permet d'apporter de nouveaux acquis et des solutions adaptées aux différents défis que connait la jeunesse.

8) Les participants considèrent que les moyens pacifiques tels que les changements politiques et constitutionnels instaurés dans le cadre d'un processus collectif entre l'Etat et les différents responsables est la meilleure façon pour réaliser le vrai changement démocratique qui ne porte pas atteinte à l'équilibre des systèmes de la société et permet d'éviter les clivages et les scissions internes.

9) Les congressistes soulignent que la coopération entre les différents Etats doit concerner les domaines qui assurent le développement social, notamment l'éducation et la formation.

10) Les participants appellent à accélérer la création de l'université euro-méditerranéenne à Fès après avoir eu l'accord unanime de tous les pays membres en novembre 2008 à Marseille. Cette université est un exemple concret d'une véritable coopération entre les deux rives de la Méditerranée en vue de réaliser le développement durable, assurer la formation spécialisée dans tous les domaines dont le bassin méditerranéen a besoin, et créer de même une coopération durable entre les pays de la région.

11) La nécessité de permettre à tous les jeunes de participer aux différents cercles intellectuels, d'assurer leur intégration dans les domaines de prise de décision et les

préparer à la responsabilité, et ce parallèlement à l'ouverture nécessaire du champ politique et à la réconciliation des partis politiques entre eux.

12) Les congressistes s'accordent pour dire que les partis politiques sont les seules institutions en mesure de transformer les revendications sociales en revendications politiques, et par conséquent ils se doivent, notamment dans les pays arabes, de recréer un environnement de confiance entre eux et les bases populaires et d'ouvrir leurs portes à tous les jeunes pour généraliser la responsabilité et la citoyenneté et préparer ces derniers à prendre le relais en ce qui concerne la gestion de la chose publique.

13) La nécessité de renforcer les mécanismes protecteurs des Etats en établissant la confiance entre l'individu et les institutions, l'individu et les partis, l'individu et l'Etat et entre gouvernants et gouvernés pour que les sociétés arabes en ébullition politique puissent enfin se stabiliser.

14) La nécessité de mettre en place dans tous les pays, les mécanismes qui sont en mesure d'assurer le développement durable et la protection de l'environnement, responsabilités qui nous incombent tous afin de protéger les générations à venir.

15) Créer un observatoire mondial de la jeunesse et du développement qui constituent deux facteurs déterminants de la phase actuelle et future dans le monde entier. Il est également essentiel de développer la coopération et multiplier les efforts de partenariat entre les Etats, les organisations internationales et la société civile en vue de réaliser un essor économique et social et renforcer les fondements de la société unique et commune. Ce nouvel observatoire mondial se chargera de cette responsabilité sur le plan intellectuel et constituera un centre d'analyse, d'information et de production d'idées et de recommandations pour réussir cette mission.

Fès, le 12 décembre 2011.